M. Kane présidait le lancement officiel des travaux de l'atelier de formation sur la budgétisation sensible au genre, qui se poursuit jusqu'à vendredi prochain. La rencontre est organisée en partenariat avec l'ONU Femmes.

"Le Sénégal n'en est pas à sa première expérience de budgétisation sensible au genre qui implique un nouvel ordre de priorités au sein et entre les secteurs de l'ensemble des dépenses publiques plutôt que l'augmentation de ces dernières", a déclaré le secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances.

La budgétisation sensible au genre "fournit, en outre, une information qui permet une meilleure prise de décision quant à la manière dont les politiques et priorités devraient être revues ainsi que les ressources affectées, pour atteindre l'objectif de l'égalité entre les hommes et les femmes", a dit Kane.

Selon lui, la budgétisation sensible à l'aspect genre est donc un instrument permettant de sensibiliser les acteurs de la planification du développement national par rapport aux engagements envers l'égalité des sexes, en garantissant que ces engagements soient accompagnés d'allocations de ressources appropriées.

"Le programme de budgétisation fonctionnelle, quelquefois appelée budgétisation basée sur le rendement, est en train d'être introduit dans beaucoup de pays, souvent en même temps que les cadres de dépenses à moyen terme", a expliqué M. Kane.

"Ce style de budgétisation essaie d'adresser la plupart des points faibles de la budgétisation traditionnelle et elle constitue une bonne entrée pour la prise en compte du genre", a souligné le secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances.

Il s'est dit heureux de constater que le Sénégal s'achemine vers la généralisation des Cadres de dépenses sectorielles à moyen terme (CD-SMT) dans tous les départements ministériels. De ce point de vue, a-t-il dit, la budgétisation sensible au genre peut aider à rationaliser les

dépenses publiques.

"En réduisant les inégalités entre les genres, elle contribue à une plus forte croissance et à une réduction de la pauvreté. En améliorant l'impact social des politiques économiques, elle maximise l'efficacité des dépenses publiques. Elle permet aussi de s'assurer que les besoins spécifiques des groupes sont pris en charge par le gouvernement et complète les autres outils de bonne gouvernance", a insisté Ngouda Fall Kane.

Source: http://fr.allafrica.com